

LA FRANCE INSOUMISE

au seuil d'un basculement ?

« De sorte que je sais bien qui fuir,
mais non pas à qui recourir. »

Plutarque

Nous sommes quelques militantes et militants qui considérons que trop souvent dans le contexte politique actuel beaucoup d'attention est donnée à des questions tactiques, voire politiciennes, et peu aux réflexions de fond.

Il en est ainsi à propos des déclarations conjoncturelles de Jean-Luc Mélenchon au regard des textes ambitieux qu'il rédige ou cosigne.

Ce pourquoi nous pensons important de s'intéresser à ces textes.

Ce qui est déjà fait avec plusieurs contributions, dont notamment celle de Gérard Filoche dans la revue de L'Après *Démocratie & Socialisme*.

Il est souhaitable que la démarche ainsi engagée soit poursuivie avec d'autres contributions.

Pour notre part nous nous sommes intéressé aux deux textes *Comment faire ?* et *Au seuil d'un monde nouveau*. De ce travail Francis Sitel a assuré la rédaction qui suit.

Laurence Boffet, Jean-Paul Bruckert, Roland Mérieux, Francis Sitel
Membres de L'Après

Avant-propos

Réflexions à propos des campagnes présidentielles
en général, et de celle de Jean-Luc Mélenchon
en particulier...

Sous la V^e République, la spécificité d'une campagne présidentielle par rapport à d'autres élections est de combiner plusieurs éléments déterminants :

‖ *L'affirmation d'une personnalité* qui apparaît comme susceptible de porter légitimement une ambition présidentielle (ladite « incarnation »). Ce peut être le résultat de la capacité dans la longue durée à affronter cette redoutable épreuve. Mitterrand avait ouvert cette voie en 1965 en affrontant de Gaulle. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, qui se présentent pour la 4^e fois, bénéficient d'un bonus de notoriété. En revanche la qualité d'ex-Premier ministre ne représente pas une assurance de crédibilité. Quant à Macron, il a fait en 2022 une démonstration inverse : celle de l'irruption, inattendue bien qu'habilement préparée.

‖ *L'investissement d'un thème* qui fait la différence avec les rivaux les plus proches. Il s'agit moins d'une proposition d'ordre programmatique que de l'impact d'un thème choc, au mieux sous forme d'un slogan. Pensons à la « *fracture sociale* » de Chirac qui avait eu raison de Balladur, au « *travailler plus pour gagner plus* » de Sarkozy. Au « *mon ennemi c'est la finance* » et la revendication de « normalité » (« *moi, Président* » !) de Hollande. En 2022, le vote Mélenchon s'est fortement renforcé à la veille de l'élection du fait que les sondages avaient indiqué la possibilité qu'il pourrait écartier Le Pen du deuxième tour (au final l'écart ne fut que de 400 000 voix). On peut penser que si en 2002 les sondages avaient alerté que la courbe de croissance de J.-M. Le Pen était en voie de croiser celle de Jospin, l'histoire en eut été changée (au final un écart de moins 200 000 voix)...

Bien des idées présentées comme devant animer le débat présidentiel sont en réalité des ballons d'essai en recherche d'un thème susceptible de cristalliser des attentes de l'électorat. Reste qu'on ne peut écartier que d'ici le printemps 2027 surgisse un événement – social, économique, écologique, international... – qui impose un thème discriminant entre les candidats et bouleverse les données sondagières.

✂ À ces deux éléments il faut en ajouter un troisième plus difficile à cerner. Il s'agit de l'aura idéologique qui doit convaincre des capacités intellectuelles du postulant à la fonction présidentielle, du sérieux de la réflexion qui guide son action... D'où, à l'heure de la suprématie des réseaux sociaux et du numérique, le quasi devoir pour un candidat de publier un livre sous sa signature. Peu le liront, mais tout le monde saura qu'il existe. Ce qui sera développé par le candidat en campagne (et davantage ce qu'il fera s'il est élu) ne nécessite en rien de correspondre au contenu du livre en question. Qui a voté pour Macron en croyant à la « révolution » titre de son livre ? Plus anciennement, qui a cru que Mitterrand allait gouverner en fidélité avec son engagement de « rompre avec le capitalisme » (surtout pour son second septennat !) ? Reste qu'on a vu l'impact des livres de Bardella promus par les réseaux Bolloré. Et la multiplication des ouvrages de beaucoup d'autres postulants à la présidentielle. À l'inverse Marine Le Pen, grâce à sa situation de crédibilité maximum pour cette élection, paraît pouvoir se dispenser de cet exercice qui coûte cher pour ne pas beaucoup rapporter.

Du côté de Mélenchon

Mélenchon-2027, présente une combinaison originale des différents facteurs évoqués.

① *Sa notoriété* est assurée, dès lors qu'il s'agit de sa quatrième campagne. Il est avéré que dans son camp personne ne s'autorise à croire « pouvoir faire mieux que lui », et les candidatures à gauche sont confrontées au défi de surmonter ce handicap initial.

② Quant au *thème susceptible de cristalliser un électorat* allant au-delà de celui qui est d'emblée fidélisé, la question reste ouverte. Il s'agit d'abord du duel avec Marine Le Pen. À un moment, Mélenchon a évoqué (comme un écho de l'argument de 2022) l'idée qu'il allait la vaincre dès le premier tour, mais rapidement et plus raisonnablement c'est sa capacité à la battre au deuxième tour qui s'impose. Ce qui ne répond pas au problème du thème mobilisateur susceptible de permettre la qualification pour le second tour. La crédibilité d'un affrontement Le Pen / Mélenchon jouit d'un effet stéréo des discours tenus par les deux, qui valorisent leur confrontation et minimisent les possibilités d'autres choix venant de la droite ou de la gauche. Pour Mélenchon, le point faible, car touchant à l'enjeu de cette élection qui est de savoir si l'extrême droite accédera ou non au pouvoir, est celui de convaincre de sa capacité à battre Le Pen s'il accédait au second tour.

③ Quant à la *dimension idéologique d'une campagne présidentielle*, Mélenchon est dans une position originale. Il est de longue date un auteur prolixe, ce qui assure sa réputation d'homme de culture. Or, bien qu'il puisse afficher une bibliographie substantielle, il juge malgré tout nécessaire de signer avec d'autres des textes importants qui donnent un cadre programmatique à sa présente campagne.

Un tel travail n'est pas nécessaire à la notoriété de Mélenchon (déjà fortement établie), ni non plus pour motiver un vote favorable en sa faveur (qui est soit acquis, soit doit être gagné en fonction d'un thème mobilisateur). Donc beaucoup de travail sans bénéfices attendus ? Tel n'est pas le cas dès lors qu'on prend en compte que l'importance de la prochaine élection présidentielle ne se limite pas à la question de savoir qui sera élu au terme du deuxième tour. Un autre enjeu existe, moins visible mais déterminant. Qui à gauche arrivera en troisième position (et *a fortiori* en deuxième) disposera des clés de la recomposition politique à venir. Celle-ci se jouera dès les élections législatives qui suivront la présidentielle. À une gauche social-démocrate redéfinie, Mélenchon oppose ce que représente à ses yeux le mouvement France insoumise...

Ce pourquoi il est important de lire en particulier les deux textes qui dessinent cette force telle que la conçoivent Mélenchon et ses coauteurs : le texte géostratégique de la Fondation La Boétie *Au seuil d'un nouveau monde* et *Comment faire ?* Il n'y a nulle urgence à décider du bulletin qui demain apparaîtra comme le vote utile lors de l'élection. En revanche c'est aujourd'hui qu'il convient de s'intéresser à ces textes de référence. En particulier pour qui envisage d'apporter son soutien politique à la campagne de Mélenchon, mais aussi plus largement. En effet ils dessinent ce que pour Mélenchon et ses principaux dirigeants doit être le mouvement La France insoumise.



Nouveau monde et tropismes anciens

À propos du texte de la Fondation
La Boétie, «*Au seuil d'un nouveau monde*»
(Jean-Luc Mélenchon, Sophia Chikirou,
Arnaud Le Gall, Camille Verneuil)

Les États-Unis seuls responsables

La vision géostratégique de ce texte est celle d'un monde dont les désordres sont à imputer aux seuls États-Unis. Ceux-ci se voient désignés comme en étant les responsables, pas seulement principaux mais uniques. Cela y compris à l'heure de la guerre en Ukraine, en fonction de la thèse selon laquelle lors de l'effondrement de l'URSS une voie de paix en Europe était possible, qui a été empêchée par les États-Unis.

“ Mais c'est un autre chemin qui a été suivi. La guerre de Yougoslavie a été un signal majeur donné par les puissances liées aux États-Unis de leur préférence pour la violence comme méthode de règlement de la réorganisation de l'espace européen. Dans cette période, en dépit d'engagements pris au moment de la réunification allemande, et en connaissance de cause de la réaction que cela susciterait à Moscou, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a poursuivi son avancée vers l'Est : en 1999 avec la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie ; en 2004 avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie ; en 2009 avec l'Albanie et la Croatie, etc. Cette dynamique a culminé avec le Sommet de Bucarest de 2008, où il fut déclaré que l'Ukraine et la Géorgie avaient vocation à devenir membres de l'OTAN. ”

Une grille de lecture dont la logique, qui écarte tout choix libre des pays désignés, apparaît conforme à celle du Kremlin. Si un monde nouveau se dessine, c'est que cette puissance nord-américaine est en déclin final. Elle est mise en échec dans sa guerre contre l'Iran. Et sa suprématie économique et stratégique est menacée par la montée de la Chine appelée à devenir la première puissance mondiale.

La France, « puissance universelle » ?

Dans ce monde nouveau la France est présentée comme appelée à renouer avec la puissance. Une « puissance universelle » et de paix, dès lors qu'elle endossera le rôle qui doit être le sien dans le cadre d'un « multilatéralisme » assumé. Cette vision de la grandeur de la France est étayée par plusieurs thématiques qui interrogent.

‖ Une *présence sur tous les continents* grâce aux territoires ultramarins : la France est une nation globale, présente sur les cinq continents. L'Amérique du Sud avec la Guyane (sa plus grande frontière terrestre avec le Brésil), la Caraïbe avec les Antilles françaises, l'Afrique par la francophonie, l'Océan indien avec la Réunion et Mayotte, le Pacifique avec la Nouvelle-Calédonie... Une affirmation qui relativise la promesse faite par Mélenchon d'octroyer l'indépendance à la Kanaky : *« Enfin, par sa présence dans le Pacifique, en Polynésie et en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, la France ne serait pas illégitime à devenir observatrice au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. »*

‖ La *francophonie*, qui est présentée comme un atout stratégique pour la France, en particulier au regard d'une Afrique que sa démographie appelle à un rôle croissant dans le monde à venir.

‖ L'*arc méditerranéen* qui unifie les pays du Sud de l'Europe avec ceux du Maghreb (au-delà le Moyen-Orient est moins nettement évoqué).

‖ La « *latinité* », une notion (quelque peu étrange pour qui a oublié le discours du Général de Gaulle à Mexico) censée permettre à la France de s'associer aux pays hispanophones et lusophones, auxquels on peut associer l'Italie, la Moldavie, la Roumanie... Mais que faire de la Grèce ?

Le « nouveau monde » ainsi présenté paraît miraculeusement exempté du poids de l'héritage du colonialisme, ainsi que des actuelles relations de domination néocoloniales... Lesquelles ne sont à aucun moment évoquées, de même qu'une question comme celle des migrations, et du sort fait aux migrants en particulier dans ledit « arc méditerranéen ».

Le « nouveau monde » ainsi présenté paraît miraculeusement exempté du poids de l'héritage du colonialisme, ainsi que des actuelles relations de domination néocoloniales...

Celles-ci sont aussi liées au changement climatique, question cruciale qui n'est pas non plus abordée dans le texte.

La thèse de l'agressivité des États-Unis et de l'OTAN à l'égard de la Russie s'inscrit *dans la continuité de la tradition ancienne du campisme* (face à l'ennemi principal, il faut faire alliance avec qui s'oppose à lui ou du moins s'en démarque). L'usage fait des notions de francophonie et de latinité dessine une construction géostratégique différente. Celle-ci conduit à une dispersion des coordonnées européennes, lesquelles associent de multiples espaces linguistiques et culturels (latins, anglo-saxons, germaniques, scandinaves, slaves... Et aussi de langues minoritaires...), des traditions religieuses différentes, des insertions plurielles (plus ou moins anciennes, plus ou moins récentes, et actuelles en fonction des mouvements de migration), et des projections mondiales diverses en fonction de l'histoire (avec l'Amérique latine, l'Afrique, le Pacifique...) En argumentant en fonction de la francophonie, de la latinité, des territoires français ultramarins, le texte pose *un ensemble nébuleux qui a pour seul centre de gravité la France*. La France en sa grandeur et son « universalité ».

Des axes stratégiques aussi clairs que problématiques

✂ Se libérer de la domination nord-américaine, donc quitter l'OTAN (une exigence traditionnelle pour une partie de la gauche, mais qui trouve, à contretemps, un écho quelque peu paradoxal à l'heure de la guerre en Ukraine). « *Par ailleurs, il est bien évidemment inconcevable que la France puisse demeurer dans le cadre de l'OTAN, instance de la vassalisation des Européens à une puissance désormais ouvertement hostile.* »

La « question allemande » et ses enseignements

Depuis la publication du texte international de LFI ont eu lieu en Allemagne trois élections régionales qui ont marqué un succès spectaculaire de l'AfD. Ce parti, qui ne dissimule pas sa fidélité au nazisme, a franchi une marche décisive vers le pouvoir. Un véritable traumatisme pour l'Allemagne et une alerte pour l'Europe !

On ne peut qu'être d'accord avec l'idée qu'au-delà des spécificités allemandes, au demeurant importantes, la progression de l'AfD interpelle et appelle analyse d'une réalité globale. Celle de la montée des extrêmes droites européennes, certes diverses, mais qui partagent des orientations que l'AfD exacerbe. Attaques contre la démocratie représentative et l'État de droit, hostilité plus ou moins ouverte à l'Union européenne, rejet obsessionnel des immigrés, refus d'une solidarité sans faille avec l'Ukraine et politique d'accommodement avec Poutine...

Outre les effets de la politique qui a été menée, sous férule du néolibéralisme, lors de la réunification de l'Allemagne, les bouleversements politiques en cours renvoient à des données structurelles qui ne concernent pas que la seule Allemagne mais toute l'Europe : le vieillissement des populations sous le coup d'une baisse de la démographie, à l'heure du dérèglement climatique les blocages d'une transition pour sortir d'économies carbonées,

dépendantes des énergies fossiles (pétrole et gaz) donc soumises aux contraintes géostratégiques en résultant.

C'est une grille de lecture particulière de cette réalité que proposent J.-L. Mélenchon et ses coauteurs. Elle se démarque en relativisant ou ignorant certaines des données évoquées. Selon lui la montée de l'AfD s'explique par la seule responsabilité du gouvernement allemand, sa politique néolibérale exigée par les traités européens. Et sa dénonciation la plus virulente vise le « militarisme allemand », que relanceraient les décisions présentes du gouvernement : l'effort spectaculaire de renforcement de l'armée et de l'industrie de défense n'est pas compris comme s'inscrivant dans une logique européenne de renforcement de ses moyens de défense face à l'agressivité de la Russie, mais comme le retour de la volonté de puissance impériale de l'Allemagne. Une approche qui s'inscrit dans la continuité de la problématique de son livre *Le Hareng de Bismarck* (2016), et conforme à l'idée que la responsabilité principale de la guerre actuelle en Ukraine n'est pas à chercher du côté du Kremlin, mais de celui des États-Unis, de l'OTAN. En conséquence, au regard d'une Union européenne vassalisée, l'objectif doit être d'envisager une rupture nécessaire.

Cette approche conduit à désigner les politiques modérées, celles de la social-démocratie et des partis centristes et de droite (le « bloc central » de Macron en

Mais aussi indiquer une possible rupture avec l'Union européenne dès lors que celle-ci est vue comme vassale des États-Unis. « *En Europe, l'Union européenne a servi de relais majeur à cette transformation, comme bras économique et normatif d'une intégration ultralibérale à marche forcée. C'est aussi du refus de cette Europe, symbolisée en France par le rejet du Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005, qu'a émergé la dynamique politique ayant conduit à la naissance de la France insoumise.* »

⌘ Rechercher un partenariat privilégié avec la Chine, dont la puissance économique incontestable est gage de son caractère pacifique : « *En tant que principale puissance exportatrice, la Chine a intérêt à la paix.* » D'où un refus de toute « *alliance, stratégie d'encerclement ou confrontation générale orchestrée par les États-Unis contre la Chine en Asie-Pacifique. Le droit international est à ce titre formel sur la question de Taïwan : l'île appartient au territoire internationalement reconnu de la Chine. La différence de gouvernement séparant Taïwan de la Chine continentale, héritage de la guerre civile ayant opposé le Kuomintang et le Parti communiste chinois, doit faire l'objet d'une négociation politique entre les autorités de Beijing et celles présentes à Taipei. La France doit refuser toute instrumentalisation par les États-Unis et leurs alliés de ce différend figé par la Guerre froide.* »

Silence donc sur la nature du régime chinois, sa politique à l'égard de Hong-Kong, du Tibet, des Ouïghours... Silence également quant aux pratiques impériales dans le domaine économique : gestion des terres rares, routes de la soie, réponse à la surproduction industrielle par des politiques agressives de conquêtes de marché en Europe et sur les continents africain et sud-américain...

⌘ L'autre partenariat à rechercher est avec l'Inde, pays le plus peuplé du monde et puissance économique en croissance.

Le niveau important de généralité du texte permet d'importants développements d'ordre philosophico-politique, mais aussi d'éloquents discrétions. À propos de l'Ukraine, il est reconnu que celle-ci est victime d'une agression russe contraire au droit international, mais en termes d'orientation concrète rien n'est dit de ce que doit être le soutien à lui apporter. Ce qui est indiqué, c'est le nécessaire « retour à la paix » (sans préciser les conditions rendant celle-ci possible), à partir de laquelle il conviendra d'œuvrer à la réinsertion de la Russie dans l'Europe. Quant à la Palestine, le génocide à Gaza est évidemment fermement condamné, mais au-delà on ne voit pas quelles perspectives il convient de défendre (autour par exemple de la question des deux États). Pour ce qui est de l'analyse des situations que connaissent les pays d'Amérique du Sud, au premier chef le Venezuela, dont on sait quelle importance il a représenté pour Jean-Luc Mélenchon, il faudra sans doute attendre un autre texte pour en entendre parler.

À propos d'un texte d'une telle ambition, on ne peut que s'inquiéter, outre de ses silences sur certains problèmes, de sa logique dominante qui semble bien éloignée de l'internationalisme ou de l'altermondialisme, au profit d'une tonalité nettement nationaliste.

France, la coalition de Merz en Allemagne) comme directement responsables de la montée des extrêmes droites. La conséquence en étant qu'en France LFI est présentée comme la seule alternative au RN.

Le paradoxe étant que cette opposition entre LFI et le RN ne va pas sans receler quelques similitudes sur certaines questions décisives, dont cette vision du champ politique, et aussi l'hostilité à l'Union européenne et l'indulgence accordée au Kremlin.



LA PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE LE 26 MARS 1871 (*Illustrated London News*)

Comment débattre ?

À propos du texte de La France insoumise,
« *Comment faire ?* »*

Plusieurs facteurs indiquent que nous sommes dans une phase historique de bouleversements politiques d'importance : la montée des extrêmes droites à l'échelle mondiale, qui se traduit en France par la possibilité de l'accès au pouvoir du RN en 2027, une situation internationale chaotique posant des défis majeurs, des difficultés croissantes pour les organisations progressistes de s'opposer aux graves reculs imposés par un capitalisme d'autant plus brutal qu'il est en proie à des réorganisations majeures, un affaiblissement important des partis traditionnels de la gauche, qui se traduit électoralement, mais d'abord en perte de capacités politiques et militantes. C'est dans ces conditions difficiles que tente de se frayer un chemin une recomposition politique de la gauche. Ce qui rend décisif le nécessaire travail de retour sur le passé, de transmission de ses enseignements, d'élaboration et de débat quant aux changements fondamentaux à opérer et aux perspectives à partager.

D'où l'importance de s'intéresser au texte ambitieux écrit par les principaux dirigeants de la LFI, dont Jean-Luc Mélenchon qui est son fondateur et sa principale figure. D'autant que la démarche va à l'encontre de ce qu'on pourrait attendre de la principale organisation à gauche et de celui qui en 2027 ambitionne d'être élu président et de porter LFI au pouvoir. En effet l'argumentation ne porte pas sur la capacité à surmonter la crise de la gauche, mais revendique une démarche faisant table rase du passé (celui d'un mouvement ouvrier frappé d'obsolescence), pour affirmer une absolue originalité en phase avec un changement de civilisation**.

* Écrit « avec la participation de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, Clémence Guetté, Mathilde Panot ».

** Un effacement du passé qui pour J.-L. Mélenchon inclut son propre passé. Hormis une référence et révérence à François Mitterrand, tout son long itinéraire au sein du PS, le rôle que joua dans la création du Front de gauche le fait qu'il représenta l'apport de la composante socialiste, ce que ce choix signifia pour la préparation de sa première candidature à l'élection présidentielle... Tout cela paraît englouti par ce basculement de la gauche dans l'obsolescence.

LFI est régulièrement critiquée pour son manque de démocratie interne et pour la brutalité dont elle fait montre dans ses relations avec les partis de gauche avec lesquels elle est entrée en alliance ces dernières années, et aussi dans sa manière de mener les batailles parlementaires. Nos auteurs se gardent de répondre directement à ces critiques, qui à leurs yeux ne méritent que le plus grand mépris. Dans ce texte les auteurs se contentent de quelques flèches en forme d'insultes à l'égard de ceux qui ont porté ces attaques : « *bureaucrates blessés de la politique* », « *adversaires et frustrés* », « *observateurs archaïques* », « *zombies du présent* », « *plumes à gages* »...

Quant à ceux qui se sont permis d'aller plus loin et de dénoncer la toute-puissance de Mélenchon sur son mouvement, voire le caractère de secte de ce dernier (cf. le livre *La Meute*), la condamnation est sans appel : « *Mettons de côté ceux dont le projet se résume à nuire pour le compte de commanditaires et qui nous ont qualifiés de "secte". Ils ne méritent ni attention ni respect puisqu'ils sont seulement une des entrées de l'extrême droite médiatique et de quelques agences étrangères pour disqualifier le seul obstacle politique cohérent qu'elle rencontre en France.* »

Ces réactions ne sauraient dissimuler totalement une certaine vexation. Mais elles sont maintenues à la marge, car l'objet est d'une tout autre ampleur. Les auteurs ont élaboré en 80 pages un texte doctrinal (ce qu'on appellerait ailleurs une encyclique), qui explique une vision de l'histoire (celle du mouvement ouvrier, voire de l'humanité), expose un corpus idéologique (une conception originale du matérialisme historique appelée à être l'identité de LFI), indique une ambition, sinon une mission (une hégémonie de LFI au sein de la société pour assurer la révolution citoyenne qui va transformer celle-ci).

Le titre du texte, qui fait appel à un célèbre ouvrage de Lénine, peut être lu comme un clin d'œil aux initiés : le *quoi faire* étant un problème réglé, reste à expliquer le *comment faire* ? Qui prend en compte l'importance du rôle politique de J.-L. Mélenchon et de LFI, en particulier dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, ne saurait se désintéresser de ce document, qui permet de comprendre la portée de la doctrine proposée et sur quel chemin elle invite à s'engager.

Une assurance hors du commun

Les auteurs du texte revendiquent pour leur mouvement une nouveauté absolue. Laquelle n'est pas moins que le « *produit de la civilisation urbaine* » : « *Mais ces pages permettront sans doute*

de nous connaître d'une autre façon et de faire mesurer la nouveauté absolue qu'incarne notre mouvement. Mais aussi de comprendre les raisons qui nous ont conduits à faire le choix d'un bouleversement complet des habitudes et routines qui prévalaient partout ailleurs. » (pages 4-5)

**Ce mouvement qui a nom
LFI n'aurait rien de commun
avec les partis du passé...**

La gauche traditionnelle ne représente plus que les restes d'un mouvement ouvrier (dans toutes ses composantes) que condamne son échec historique et qui se voit frappé d'obsolescence par ce basculement civilisationnel avec lequel seule LFI est en phase. Dès lors l'hégémonisme de celle-ci ne relève pas d'une ambition, c'est une donnée à accepter comme une évidence. D'où l'affirmation que ce mouvement qui a nom LFI n'a rien de commun avec les partis du passé.

Disons que les justificatifs d'une telle assurance apparaissent sinon inexistants du moins limités :

‖ La revendication pour LFI d'un « succès sans précédent dans l'histoire de la gauche ».

‖ Un travail d'élaboration de ce texte qui a duré 3 ans, mobilisant les 4 rédacteurs signataires du texte, et les apports de 5 autres participants à ce travail.

‖ Les enseignements d'expériences populaires inédites. Sont cités Nuit debout, les Gilets jaunes, Bloquons tout.

La minceur de ces références au regard de l'ampleur de l'ambition pourrait susciter quelque doute, mais l'ensemble doit être mis en regard de la conviction d'une faillite générale du mouvement ouvrier traditionnel.

L'important est non pas de critiquer telle exagération ou tel manque, mais d'interroger le substrat historico-philosophique et politique du document. Par exemple, on notera l'absence dans ce texte de la dimension internationale. Celle-ci peut être expliqué par l'existence de l'autre texte consacré en tant que tel aux questions internationales (*Au seuil d'un nouveau monde*^{*}). Ce qui peut appeler à réflexion c'est le fait même de cette dissociation... Notons qu'elle autorise certaines facilités (ou confusions), puisque les notions de « gauche radicale » et d'économie « de classe » sont présentes lorsqu'on parle géostratégie, mais sont désavouées dans *Comment faire* ?

Un matérialisme qui immunise de la possibilité du doute

Les auteurs se réclament du matérialisme historique. Un matérialisme en rien dialectique, mais très technophile, et même relevant d'une conception béatifique de la révolution numérique. Les changements civilisationnels résultant des révolutions techniques (l'imprimerie avant-hier, la communication à distance hier, aujourd'hui le numérique) sont vus comme imposant à la société une « *dynamique interne implacable* ». « *Concrètement, pour nous, l'existence d'une sphère numérique globale fonde*

* *Au seuil d'un nouveau monde*, Jean-Luc Mélenchon, Sophie Chikirou, Arnaud Le Gall, Camille Verneuil, publié par l'Institut La Boétie.

une relation sociale d'une nouveauté aussi grande que l'a été la création [sic] de l'agora de l'Antiquité. » (page 13)

C'est au nom de ce seul paradigme qu'on conclut que tous les partis de gauche, qui restent accrochés au monde pré-révolution numérique, et avec eux le mouvement ouvrier, sont frappés d'obsolescence. LFI, seule en phase avec cette grande transformation, mécaniquement se substitue à eux. Il s'agit d'une donnée inscrite dans la nouvelle civilisation.

Son hégémonie relève d'un fait technologique et social (l'adaptation ou non à la civilisation numérique), et non de la confrontation politique. D'où l'inutilité de traiter une série de questions et d'enjeux :

⌘ Comment répondre aux phases d'unité et de division qui ponctuent la vie politique de la gauche ?

⌘ Quelles propositions dans les confrontations sociales et les luttes de classe ?

⌘ Quelles réponses au défi de construire des organisations durables, résistant à la concurrence entretenue par le capitalisme et aux défaites essuyées ?

⌘ Comment appréhender la dialectique entre révolution et contre-révolution ?

Et la possibilité de faire l'économie de s'intéresser à bien des moments décisifs de l'histoire du mouvement ouvrier (avant qu'il ait été frappé d'obsolescence) : parmi d'autres, le stalinisme, le colonialisme et l'anti-colonialisme, le combat contre le racisme et l'antisémitisme, le féminisme, le fascisme... Tout cela peut être purement et simplement escamoté, dès lors que seuls le présent et ses potentialités inédites comptent.

De cette construction idéologique on contestera plusieurs éléments clés

⌘ La lutte des classes n'est pas obsolète.

Penser que la classe ouvrière n'est plus actrice dans le devenir de la société, et qu'il lui faut laisser place au « peuple », c'est céder à la vision fantasmatique d'une société réduite au face-à-face entre une infime minorité-oligarchique et parasitaire-et l'immense majorité qu'est cette multitude formée de multiples catégories socio-professionnelles, qu'il suffit d'« *agréger* » pour que s'engage le processus de la « *révolution citoyenne* ».

La réalité des rapports sociaux au sein du mode de production capitaliste n'est-elle pas d'une autre complexité ? Dont celle d'une classe exploitée et dominée qui ne dépérit pas mécaniquement et inéluctablement sous l'impact des transformations économiques et sociologiques, mais doit se reconfigurer en permanence dans le mouvement de la lutte de classe, par ses actions de résistance, ses capacités à s'organiser de manière durable (par ses associations, ses syndicats, ses partis...) Cela pour surmonter ses échecs et ses

défaites, et surtout contrecarrer la division qui sape ses forces, mener la lutte sociale et politique contre l'ennemi de classe, contre son État et les puissants moyens coercitifs et idéologiques que ce dernier lui donne.

Une lutte historique qui ne peut être assumée sans que soient cultivées la mémoire historique et l'inventivité pour maintenir une perspective d'émancipation.

‖ L'histoire n'est pas plate.

Penser que l'aboutissement des deux siècles passés c'est le constat d'un échec du mouvement ouvrier dans toutes ses composantes et qui est sans appel, c'est se laisser guider par une conception pauvrement linéaire de l'histoire qui fait litière de la richesse de celle-ci. C'est réduire la question à : il y avait tel projet, il ne s'est pas concrétisé, donc cela signifie ① qu'il était condamné de par sa nature même ; ② qu'il faut passer à autre chose... Mieux vaudrait s'intéresser, et intéresser les militants, à ce qui permet de comprendre les échecs et défaites (qui ne s'expliquent pas d'abord et uniquement par les faiblesses et erreurs du mouvement ouvrier et de ses organisations, mais bien par des affrontements d'ampleur avec un adversaire puissant, qui lui se veut doué de mémoire et redoutablement inventif). On peut craindre que les auteurs du texte, loin de travailler ces questions, invitent à les jeter à la poubelle (non celle de l'histoire, mais de l'espace numérique). Ce qui ne saurait aller sans déboires.

Un exemple : la compréhension de la Charte d'Amiens. On sait que la référence à celle-ci nourrit les débats et les désaccords sur les relations entre syndicats et partis, entre « action sociale » et « action politique ». Ce qui justifie de réfléchir à la question de savoir de quelle actualité elle peut, *mutatis mutandis*, être porteuse.

Le texte se satisfait d'une approche simplificatrice, en évoquant une classe ouvrière d'alors qui aurait été « fusionnelle », et de ce fait guidée par la perspective de la grève générale, ce qui bien sûr permet de confirmer l'obsolescence de tout cela à l'heure du « peuple » et de la « révolution citoyenne ». À l'aune de cette lecture, on ne sait rien de ce qu'était le syndicalisme révolutionnaire, peut-être obsédé par la grève générale, mais surtout très soucieux de l'indépendance de la classe ouvrière (au-delà des divisions de celle-ci), face à des partis socialistes et républicains se revendiquant de la défense des intérêts des ouvriers (et populaires), mais identifiés à un combat strictement parlementaire (non exempt d'un caractère bourgeois vécu comme répulsif par nombre de syndicalistes).

‖ La « révolution citoyenne » peut se passer de stratégie, pas le combat pour l'émancipation.

Si l'acteur politique est le peuple, socialement ultra majoritaire dans la société, ne reste plus qu'à donner une expression électorale à cette situation pour engager la « révolution

citoyenne » (on peut se demander pourquoi elle tarde tant). Donc plus besoin d'alliances de classe, ni de combinaisons difficiles entre le social et le politique...

Pourtant, si on ne traite pas le passé du mouvement ouvrier avec indifférence, on sait que la question des alliances ne renvoie pas d'abord à une préoccupation de majorités électorales, mais à l'enjeu de confrontations violentes autour du pouvoir d'État (et l'impératif d'éviter le « solo funèbre » de la classe ouvrière)... Même si on estime que ces questions sont aujourd'hui obsolètes, cela ne doit pas autoriser à ignorer l'histoire, ou pire la réécrire.

Le congrès de Tours par exemple se voit présenté d'une étrange manière.

L'auteur (un « je » maintenu autorise à le reconnaître) se targue d'avoir lu et compris le discours de Léon Blum, ce qui lui permet d'écarter les « légendes » dont il serait l'objet. Ce qui l'autorise à expliquer que la scission fut exempte de toute dimension stratégique, puisque Blum a affirmé sa fidélité à la perspective de la dictature du prolétariat. Le débat entre réforme et révolution n'a pas à être examiné, de même que la distinction qu'opérera Blum en 1936 entre « conquête du pouvoir » et « exercice du pouvoir ».

Ce qui amène à conclure que la scission de Tours, entre socialistes et communistes, s'est opérée en fonction de la seule question organisationnelle, celle du fonctionnement du parti. Tout s'expliquerait à partir de l'affirmation de Blum : « *un parti organisé comme le vôtre et non comme le nôtre* ». L'auteur ne ménage pas son mépris pour un tel argument : « *pauvre refuge* », « *prétexte* »... Et finalement un verdict : une « *étonnante dispute* ». L'adhésion ou non à la Troisième Internationale est réduite à une question organisationnelle. Au demeurant on ne voit pas bien quel aurait été le positionnement de l'auteur de ces lignes s'il avait participé à ce fameux congrès (abstention ? non participation au vote ?)

C'est ne pas prendre en compte qu'une question « organisationnelle » peut cristalliser des divergences stratégiques. La scission entre menchéviques et bolchéviques en est un précédent historique le confirmant. Il est vrai que dans la logique du texte celle-ci était déjà la préfiguration du parti d'avant-garde léniniste, dont le destin était de conduire au Parti-État, donc à un des échecs du mouvement ouvrier.

Une telle valorisation du modèle organisationnel, aux dépens de toute dimension stratégique, souligne l'importance de comprendre celui qui est constitutif de LFI.

‖ L'organisation LFI : une inquiétante étrangeté.

Modèle parlementaire, parti d'avant-garde, parti contre-société... Un fonctionnement obéissant au centralisme démocratique (éventuellement pervers en centralisme bureaucratique), droit de tendance et de fraction (ou non), organisation en courants permanents... La gauche est riche d'une grande diversité de conceptions sur ce que doit être une organisation se réclamant de la « classe ouvrière » et du socialisme (mais

pas toujours de la démocratie). Le texte en fait litière. Tout cela s'étant conclu par un échec, avec LFI c'est l'invention d'un modèle organisationnel inédit et seul répondant aux réalités contemporaines.

Du point de vue de LFI, LFI est-ce encore la gauche ?

Bref, LFI serait ce que doit être le mouvement de la révolution citoyenne, cela en rupture avec toutes les formes organisationnelles que le mouvement ouvrier a prises au cours de son histoire. Ce qui induit une interrogation sur laquelle nous reviendrons en conclusion : du point de vue de LFI, LFI est-ce encore la gauche ?

Ici, on soulignera combien (d'un point de vue de gauche maintenu) ce modèle organisationnel peut être jugé problématique. Ce mouvement, qui n'est en rien un « parti », est à l'image du peuple, de la société hors oligarchie. Mais c'est un mouvement unifié, consensuel, inclusif, qui ne donne aucune place au fonctionnement interne qui est celui des partis de gauche (les tendances, les votes, les discussions interminables, les congrès, les compétitions pour imposer une orientation et gagner la direction...). C'est un mouvement entièrement tourné vers l'action, avec l'efficacité apportée par les outils numériques. Au sein duquel le principe des cotisations est par exemple écarté, au profit de dons...

Dans sa relation avec l'extérieur, dès lors que ce mouvement fait corps de manière close un principe d'opacité est assumé. Toute communication avec l'extérieur quant à d'éventuels problèmes ne pourrait que prêter à des ingérences hostiles. Une spécificité étonnante au regard de la vie politique contemporaine, qui est justifiée par l'idée que le mouvement n'a pas à se conformer à des impératifs démocratiques auxquels il échappe, car ils ne sont valables que pour la société, laquelle est traversée par des divisions et des conflits.

N'y a-t-il pas là une déroutante contradiction ? Comment ce mouvement peut-il être à la fois homogène et à l'image de la société ? Se libérant pour ce qui concerne sa vie intérieure d'exigences démocratiques inévitables dans le cas de la société ? Que penser d'un mouvement décrit en ces termes : *« Le reste suit dans une ambiance d'osmose complète où nul n'éprouve le besoin de se distinguer de l'action pour exister ou bien se rendre visible. Cette osmose est un état particulier, provisoire mais d'autant plus fort qu'il a été personnellement et délibérément assumé. Il représente un état idéal. Celui où les frontières entre le mouvement politique et le mouvement social en action s'estompent au point de ne plus constituer un sujet d'inquiétude ou de tension pour les protagonistes »* ?

Sur tous les autres thèmes on pourrait saluer un optimisme panglossien (erreur de croire que tout va bien, car en fait tout est pour le mieux), mais quant à celui de l'organisation en « ambiance d'osmose » on craint d'y voir une trace d'idéologie totalitaire.

En guise de conclusion

Pour conclure, toute l'argumentation du texte érige *LFI en situation d'exceptionnalité* dans le champ politique, car en rupture avec un mouvement ouvrier condamné par ses échecs, et d'une identité politique spécifique, ses objectifs et son fonctionnement la distinguant de manière absolue de toutes les organisations existant à gauche.

D'où une interrogation sur la nature de ce mouvement au regard de la gauche. LFI est habituellement désignée comme de « *gauche radicale* ». Mais une gauche radicale suppose une autre gauche reconnue comme telle, y compris pour la dénoncer comme « traître » et à abattre. Il semble que LFI ne soit plus dans une telle problématique (du type « deux gauches », irréconciliables ou non). LFI, et elle seule, est la force du changement (via la « révolution citoyenne »). Au nom de l'affirmation de sa *spécificité absolue*, la recherche de possibles alliances n'est plus d'actualité, ni celle de définir les relations entre le mouvement politique et les syndicats, le monde associatif... Notons de manière subsidiaire une interrogation quant au statut des organisations qui se sont inscrites dans LFI en tant que telles, et non comme simples sensibilités (le POI, Révolution du vivant, RESI...)

Question surtout quant à l'identité de LFI. Quand tout l'héritage du mouvement ouvrier est déclaré obsolète, la revendication d'une nouveauté absolue semble conduire à transgresser les clivages politiques traditionnels, entre la gauche et la droite, et avec l'extrême droite... Le texte ne s'aventure pas sur ce terrain, qui nécessairement amènerait à croiser la notion de « populisme ». Et y compris à évoquer le risque d'une rivalité mimétique et mortifère avec l'extrême droite. Comment ne pas noter dans le vaste tableau politique dressé du passé, du présent et de l'avenir, *l'absence de la question du fascisme, de la montée des extrêmes droites dans le monde et de la possible victoire de celles-ci* en France à l'occasion de la prochaine élection présidentielle ?

Bien des questions ! Malheureusement le principe établi que les interpellations venant de l'extérieur de LFI sont des ingérences nécessairement hostiles, qui ne doivent pas être prises en considération, conduit à écarter la possibilité même d'un tel débat.

L'extrême droite se présente comme susceptible de gagner la prochaine élection présidentielle, alors que dans l'état actuel des choses la gauche, elle, semble incapable de l'en empêcher.

Jean-Luc Mélenchon mène campagne en se présentant comme celui qui pourra battre Marine Le Pen.

Dans le même temps il élabore avec des dirigeants de La France insoumise des textes de référence. Il ne s'agit pas pour lui d'avancer des solutions à la crise de la gauche mais de revendiquer une démarche qui fait table rase du passé, celui d'un mouvement ouvrier frappé d'obsolescence. Le mouvement de La France insoumise s'y voit investi d'une originalité absolue en phase avec le changement de civilisation en cours.

Voilà qui mérite analyse et débat.